
Le point de vue d'un législateur sur le communautarisme au Canada

par Pat Lorjé, députée provinciale

Le « communautarisme » est un mouvement social moderne de particuliers et d'organisations qui s'associent pour promouvoir l'idée que les libertés individuelles passent par la consolidation des fondements de la société civile : un consensus sur les valeurs sociales et morales, la primauté des devoirs du citoyen, et l'accent sur la communauté plutôt que sur l'individu ou l'État. Non sectaire et non partisan, le mouvement a tenu un forum à Ottawa le 16 février dernier, qui a réuni des participants tels que les professeurs Amitai Etzioni et Charles Taylor, le révérend Bill Ryan, Andrew Coyne et Pat Lorjé. La rencontre s'est tenue sur la Colline du Parlement, grâce à la collaboration du président adjoint, David Kilgour. Dans le présent article, l'auteur examine quelques-unes des idées nouvelles et innovatrices du communautarisme et fait quelques mises en garde et des observations pratiques.

Dans l'enthousiasme que suscite une nouvelle idée, il ne faudrait pas oublier une vérité fondamentale. Les parents se rappelleront la mise en garde que nous sert E.B. White dans son livre *La toile de Charlotte*, au sujet de la curieuse et profonde amitié entre Wilbur, un cochon très naïf, et Charlotte, une araignée rusée. Il y a une phrase qui m'interpelle tout particulièrement : « *Wilbur remonta en haut de son tas de fumier, plein d'énergie et d'espoir.* »

Ma réélection à un des métiers autrefois des plus nobles m'a appris que, en claironnant l'arrivée de la Nouvelle Jérusalem, il faut savoir doser idéalisme et réalisme. Il nous faut des antennes très sensibles pour savoir jusqu'où et à quel rythme mettre nos idées en application. Si nous sommes trop loin devant les gens, nous les perdons. Mais si nous sommes trop loin derrière, nous nous encreûtons. Ainsi, comme Wilbur, les

Députée néo-démocrate, Pat Lorjé représente la circonscription de Saskatoon-Sud-Est à l'Assemblée législative de la Saskatchewan. Éluë pour la première fois en 1991, elle a été réélue en 1995. Elle est présidente à la fois du comité du caucus gouvernemental pour l'emploi et l'économie et du comité de l'Assemblée sur les sociétés d'État. Elle écrit souvent dans la presse, notamment dans le Globe and Mail.



politiciens ne cessent de remonter en courant sur leur tas de fumier, pleins d'énergie et d'espoir.

Certes, nombre d'idées du communautarisme me revigorent et me donnent l'espoir qu'on peut transformer le débat partisan en un discours pour le changement véritable. Néanmoins, je suis dans le milieu politique depuis assez longtemps pour me méfier de l'instabilité de mon tas de fumier. Notre tâche aujourd'hui, qui consiste à déplacer l'initiative publique de l'État vers la communauté, sera beaucoup plus facile si nous associons la population au dialogue et à l'action sur l'importante et inéluctable notion de « direction », sur l'équilibre entre les droits et les devoirs du citoyen. Parallèlement, le débat doit dépasser l'individu et se concentrer sur les droits et les responsabilités de nos systèmes à cet égard. Cela signifie que nous devons être très conscients des problèmes concrets qui sont liés au transfert des pouvoirs ainsi qu'à la valorisation et à l'épanouissement de nos populations.

Si les idéaux et l'idéologie sont l'âme même de la politique, les convictions doivent être soumises à l'épreuve du réalisme.

À mesure que le duel international entre économie dirigée et économie de marché s'estompe, il est agréable de rencontrer des idées nouvelles qui nous obligent à repenser complètement notre façon de voir les choses. Mais, devant l'attrait du communautarisme, j'aimerais faire une mise en garde, qui est celle d'une sociale-démocrate impénitente : pour réussir, ce mouvement ne doit pas se contenter de changements dans les mentalités; les changements économiques sont également importants. Autrement, le communautarisme sera vu comme une rhétorique moralisante et pompeuse de la classe moyenne qui, elle, s'est déjà munie d'un gilet de sauvetage. L'intérêt personnel, même éclairé, est une mauvaise excuse pour un mouvement social.

Il y a deux types de gouvernement aujourd'hui : pour le statu quo ou pour le changement. Le premier se contente de défendre les intérêts des classes privilégiées. Il en résulte de la grogne, du cynisme et du mépris pour la chose politique. Cette situation aboutit logiquement à la revendication d'une démocratie directe (sûrement l'outil le plus manipulable qui soit) et d'un gouvernement par référendum. En Saskatchewan, nous tentons de résister au courant et d'être un gouvernement de changement, à dessein et non par défaut. Ce n'est pas facile. L'important pour nous, c'est de faire participer les gens activement et collectivement, tout en faisant en sorte que les politiciens s'en mêlent le moins possible.

Ces changements d'orientation ont pour but d'amener chacun à se sentir partie prenante. Les citoyens ne s'associeront pas activement au changement – ni même au simple maintien du statu quo – s'ils n'en sentent pas l'urgence, ou qu'ils sont

concernés. Qui se soucie de la santé économique et morale du pays s'il ne sent pas qu'il en fait partie, qu'il en est partie prenante ? Et il n'y a pas que les propriétaires directs ou les actionnaires de notre actif économique qui ont un intérêt légitime dans la façon dont cet actif est exploité. Par exemple, le transfert hebdomadaire de fonds électroniques qui atteint ou dépasse les quatre billions de la dette américaine est une réalité qui nous concerne directement.

Il est trop facile de se laisser prendre par le quotidien des crises et des extases politiques. Nous en venons à perdre de vue l'ensemble des enjeux. Comme la désaffection et l'anomie des citoyens. Comme les appels instinctifs à la nécessité de camps d'entraînement et à l'enregistrement des fusils pour combattre la violence. Et comme le travail obligatoire, alors qu'on permet l'exemption de repas aux fins de l'impôt. Et que dire des enfants nés dans la pauvreté et le désespoir, qui n'ont pas de voix ? Ou de ceux qui sont devenus sourds devant le vacarme des crises fabriquées de toutes pièces ?

Le débat sur les futures orientations de la politique canadienne doit prendre en compte les réalités économiques avec lesquelles les Canadiens sont aux prises. J'écarterai l'argument facile de la concentration de l'argent pour m'en tenir à deux réalités incontournables. Comme le signalait récemment le *Globe and Mail*, la moyenne du revenu gagné des Canadiens pauvres était à peine de 925 \$ par année. C'est tout ce qu'ils ont pu tirer de notre flatteuse position de « Numéro un mondial ». 925 \$! Évidemment, ce n'est pas ce qu'ils ont effectivement reçu. Grâce à notre couverture sociale – qui ressemble à une peau de chagrin –, les Canadiens pauvres ont pu tirer un revenu d'habitant de pays industrialisé à partir de revenus dignes du Tiers-Monde. Ouf ! Nous avons échappé à l'humiliation internationale grâce à des programmes que certains considèrent comme du superflu.

La seconde réalité fait contrepoids à la première. Ces dernières années, alors que les gouvernements provinciaux prennent leurs déficits à bras-le-corps, et que le gouvernement fédéral, un peu tardivement, prend le train en marche, les Canadiens à revenus moyens ont vu baisser leur niveau de vie. Et pas seulement dans les statistiques, mais dans la réalité quotidienne. Certes, le niveau de vie antérieur était assez élevé, mais la dure réalité est que cette tendance crée une mentalité de repli et de mesquinerie chez les classes moyennes. Hier, nous faisons bloc pour combattre la pauvreté. Mais, sous l'influence pernicieuse de l'abondance, nous avons surconsommé et sous-investi. Ainsi, nous avons dilapidé l'avenir de nos enfants, et nous blâmons la classe défavorisée, qui fait du surplace depuis quelques années, lorsqu'elle n'a pas tout simplement coulé.

C'est un problème qu'il faut résoudre. Mais on n'y arrivera pas si les partis politiques font cyniquement appel aux plus bas instincts des gens. Le défi pour tous les acteurs de l'échiquier politique qui croient aux valeurs éternelles de la citoyenneté et du commandement est de découvrir comment tirer le meilleur

des gens. Telle est la beauté du communautarisme. Il propose un plan pour sortir du dédale de la méchanceté.

La Saskatchewan a abordé le communautarisme d'une façon pratique. Nous avons commencé par examiner à quel moment et comment le processus politique traditionnel s'est fourvoyé et a oublié les « citoyens ». Par exemple, bien que les Canadiens aient fait d'énormes progrès dans leur effort pour éliminer la pauvreté, nous n'avons fait que panser les blessures. Nous n'avons pas cicatrisé les plaies. D'autre part, la notion de régime de santé universel a été abâtardie au point qu'on la confond avec la construction d'hôpitaux et des emplois pour la population locale.

Nous pouvons faire mieux. Les moyens seront différents. Cependant, pour qu'une politique marche, il faut que les principes et les valeurs demeurent. Les tactiques peuvent changer, mais les valeurs morales ne changent pas.

À la « belle époque » de la croissance économique, nous croyions que tout était possible. Pierre Trudeau prétendait que, avec assez d'argent, on pouvait régler n'importe quel problème. Dans mon parti, nous croyions que, avec assez d'institutions fortes, tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes. Résultat ? Les gens ont cru que de l'État dépendait leur salut. Ils ont négligé les ressources de leurs propres milieux. Et, très honnêtement, nous n'avons jamais vraiment réussi à combler le fossé entre l'État et la collectivité. Il nous faut maintenant redéfinir l'interventionnisme. Il nous faut le soustraire à l'étatisme et le remettre à sa vraie place, c'est-à-dire entre les mains de la population.

Le Canada est à un tournant. Le temps des théories et des discours est révolu. Le discours doit se traduire par des actions. À cet égard, je suis particulièrement privilégiée. Je fais partie du million de gens d'une province qui fait effectivement quelque chose pour créer un consensus pour l'épanouissement et le renforcement de nos communautés. Le débat est passé de l'étape du projet d'un socialisme d'État ou de l'individualisme incohérent à l'étape où les gens se sentent stimulés et des intervenants. La Saskatchewan s'emploie, avec un certain succès, à recentrer l'agenda politique sur les intérêts de l'ensemble de la communauté plutôt que sur les ambitions des individus ou de certains groupes.

Nous faisons les choses un peu différemment dans ma province. La Saskatchewan est la première province à avoir équilibré son budget depuis dix ans. En quatre années à peine, en partant du déficit par habitant le plus élevé au Canada, nous avons réalisé un léger surplus. Et nous y sommes arrivés sans réduire nos dépenses de sécurité sociale, et sans émeute ou manifestation monstre. Certes, il y eu une importante manifestation – 10 000 agriculteurs mécontents qui protestaient contre la réduction des paiements d'appoint –, mais cela a été le tournant vers une communautarisation de la province.

Ces changements positifs s'expliquent en partie par le fait que nous avons réussi, dans une certaine mesure, à affranchir

le débat des notions classiques de gauche et de droite. Ces étiquettes sont devenues extrêmement fastidieuses. Et notamment parce que les médias persistent à employer les mauvaises étiquettes et les mauvaises définitions.

Par exemple, lorsqu'un gouvernement néo-démocrate annonce, comme nous l'avons fait récemment, que nous allons réviser notre système de sécurité sociale parce qu'il s'est développé comme une plante sauvage et qu'il n'a jamais fait l'objet d'une analyse de rentabilité, les médias nous accusent de glisser vers la droite. Et cela malgré le fait que nous avons expressément évité de proposer un programme de travail obligatoire. Nous proposons des mesures incitatives réelles, en espèces et en avantages, pour amener les gens à décrocher de l'assistance sociale : des suppléments de revenu pour les travailleurs à faible revenu, et les premiers pas, prudents, vers un revenu annuel garanti pour les familles avec enfants. Ce ne sont pas là des mesures de droite, quoi qu'en disent les médias.

De fait, gauche et gauche sont devenus des synonymes de Nous contre Eux. C'est un débat ouvert, et qui mérite d'être tenu. Mais sans étiquettes vides de sens, s'il vous plaît. Je suis une sociale-démocrate impénitente. Si l'on doit hisser le drapeau, j'aimerais que ce soient les bonnes couleurs. Que diriez-vous de Pluralistes et Intégrationnistes contre la Vieille Garde ? Ou du Pouvoir démocratique populaire contre le Pouvoir privé ou transnational ? Ou encore, des Valeurs morales et communautaires contre les Égoïsmes complaisants ?

C'est ici que la notion de communautarisme montre toute son utilité. C'est que, en réalité, bon nombre d'élus, et la plupart des électeurs, se sont affranchis des vieux slogans et des vieilles étiquettes. Certes, il nous arrive encore d'emboîter le pas au son des vieux airs connus. Mais il faut dire que la plupart des gens préfèrent les plans d'action aux étiquettes insignifiantes et abrutissantes.

Je ne voudrais pas que ce débat se transforme en publicité pour la Saskatchewan. Mais certaines des façons que nous avons trouvées de déléguer des pouvoirs et de renforcer les communautés pourraient être utiles à d'autres. Je me contenterai d'en indiquer les grandes lignes. Un exposé détaillé des stratégies modernes que nous avons appliquées pour créer un sentiment d'appartenance communautaire dans la province déborde largement le cadre du présent article.

La méthode saskatchewanaise a été d'y aller progressivement, petit à petit, secteur par secteur. Et pas toute la province tout d'un bloc. Nous avons stratégiquement choisi les secteurs qui nous semblaient « mûrs » pour le changement. Au cours de notre premier mandat, nous avons entrepris la réforme du système de santé – une vache sacrée que nous avons fait griller à la broche, avec des compliments mêlés de reproches à l'intention du chef. Malgré les changements, les gens en ont redemandé. Nous avons également pris des mesures pour mettre le holà à la manie de créer des emplois grâce à des mégaprojets financés par les deniers publics. C'est nous qui

avons attaché le grelot à ce gros matou que tant la droite que la gauche se plaisent à caresser : l'idée chimérique que la création d'emplois est une responsabilité du gouvernement. Nous avons mis sur pied des organismes régionaux de développement économique, dont le but n'est pas le seul profit, mais plutôt la valorisation de la communauté et la coopération intercommunautaire.

Et ça marche. Maintenant, nous nous tournons vers les structures d'autorité, l'enseignement et le système de sécurité sociale. Nous sommes également à mettre en place un processus de consultation budgétaire, à la fois innovateur et constructif, qui fait appel à plusieurs moyens, dont les réunions publiques, les appels gratuits (1-800) et les questionnaires interactifs.

La population de la Saskatchewan est très politisée et astucieuse. Les Néo-démocrates de ma province ont mordu la poussière à deux reprises, de sorte que nous avons appris la patience en politique. Aussi nobles que soient les buts du communautarisme, on n'essaie pas de tout changer d'un seul coup. C'est la meilleure façon de tomber comme un soufflé, comme Bob Rae l'a récemment appris à ses dépens. Nous travaillons lentement, prenant la tête de la fraction qui suit, ou suivant la fraction qui mène, afin d'amener les gens à se prendre en mains. L'alternative radicale, dans une démocratie comme la nôtre, signifie la perte du pouvoir ou, comme dans l'ancienne URSS, l'inévitable étouffement. C'est donc avec lenteur que nous faisons pénétrer l'idée du collectivisme, de la communauté, de la coopération.

Comment nous y prenons-nous ? Nous faisons participer davantage la population à la prise de décisions, et nous donnons plus de latitude aux collectivités dans la fourniture des services qui répondent aux besoins de la population locale. Mais, ce qui est plus important, nous tentons de donner aux collectivités l'appui, les compétences et la légitimité nécessaire pour leur permettre d'exercer les pouvoirs que nous leur déléguons. Participation, souplesse, tolérance, et l'autorité reconnue, sont autant de conditions essentielles à la transformation des collectivités en véritables centres de gestion. Il est essentiel de faire appel aux sentiments de la population si nous voulons la faire bouger.

Il ne saurait y avoir de changement si les gens ne sont pas fiers de leur communauté et s'ils n'ont pas conscience qu'ils peuvent faire bouger les choses.

Évidemment, cela implique qu'il faut mettre l'accent sur les aspects humains de la collectivité et qu'on doit soustraire ce qui peut l'être à l'action des bureaucrates isolés dans leurs bureaux. Cela veut dire qu'il faut faire fi des chasses gardées des divers

ministères, comme nous l'avons fait pour notre Plan d'action en faveur des enfants, ou savoir mettre en application des idées audacieuses qui renversent les termes du problème, comme notre loi sur les victimes de la violence familiale : elle permet à la femme et aux enfants de demeurer à la maison, alors que c'est l'homme qui doit se chercher un refuge ! Le gouvernement est important, mais il ne peut pas – et ne doit pas – tout faire pour tout le monde. Le problème de la structure du gouvernement, ce n'est pas seulement le coût. C'est aussi que trop souvent il ne livre pas la marchandise. Parfois, il vaut mieux que les gens s'occupent eux-mêmes de leurs problèmes.

Toutefois, même si je crois que nous de la gauche avons souvent tendance à confondre les stratégies des années 60 avec les moyens pratiques des années 90, je persiste à croire que, ensemble – gouvernement et population main dans la main –, nous sommes capables de faire de grandes choses, de réaliser nos rêves. L'interventionnisme traditionnel de la gauche a fait son temps, mais pas la pensée traditionnelle de la gauche. Nos principes et nos buts sont encore plus d'actualité aujourd'hui. De fait, les assises du communautarisme sont à la base même de la pensée sociale-démocrate : humanité, communauté, justice social et économique. Ce sont ces valeurs qui nous guident dans notre effort de générer de la richesse et des droits et de répartir la richesse et les responsabilités.

Car, que les champions de ce chimérique marché libre le reconnaissent ou pas, si le marché connaît le prix de tout, il ne connaît la valeur de rien. Lorsque la gauche rencontre la droite, c'est pour une poignée de main, et non pas pour une histoire d'amour.

Les structures communautaires traditionnelles – l'église, le centre communautaire, le magasin général – sont en train de se défaire, ou deviennent inutiles ou impuissantes. Ce qui ne veut pas dire que nous devons sombrer dans le désespoir et que chacun devrait se retirer dans ce cocon de fausse cybercommunauté qu'il s'est créé. On a déjà vu dans le passé des structures traditionnelles s'effriter : imaginez les serfs et les paysans, déplorant la perte des pouvoirs de la cour ! Malgré Cromwell – ou grâce à lui, peut-être – de nouvelles structures ont vu le jour. La marche de l'humanité vers l'homéostasie est historiquement inévitable.

Mais le portrait de ce nouvel ordre n'est pas tout à fait terminé. Il est encore temps de jeter un coup d'oeil critique sur les structures naissantes. Il est encore temps d'exiger que ces structures, tout comme les individus, maintiennent l'équilibre entre droits et devoirs. Il est trop facile d'accuser les petits quand on parle de droits et devoirs, mais qu'en est-il des gros ?

Et que dire des médias ? La télévision, par exemple, peut être un bon outil pour stimuler la pensée. Alors pourquoi nous laissons-nous submerger par de la camelote qui se prétend amusante ? Nous devrions applaudir, comme nous l'avons fait récemment, lorsqu'elle ose présenter un tableau moral de la condition humaine. Je pense aux *Voyages de Gulliver*. Parallèlement, nous devons exiger que le petit écran nous

présente plus souvent des commentaires informés et de débats civilisés.

Par ailleurs, les entreprises ont réussi à persuader le gouvernement de réduire l'imposition des sociétés aux dépens des particuliers. Les profits ainsi libérés, prétendent-ils, se traduiront en avantages pour la population – non pas pour les investisseurs, mais pour les consommateurs. Si on leur mettait la main au feu pour voir s'ils vont tenir leurs promesses...

Un dernier exemple de la nécessité d'un changement d'orientation. Je demande aux commentateurs politiques qui manquent de rigueur ce qu'il faut comprendre quand un champion de la libre entreprise harcèle mon gouvernement sous prétexte qu'il n'a pas créé assez d'emplois ? Il faudrait faire un sort à l'idée que les gros gouvernements, les grosses entreprises et les gros syndicats sont les sauveurs de l'économie. Il est normal que les gouvernements favorisent la création d'emplois. Toutefois, exception faite de la propriété d'État proprement dite comme les sociétés d'État qui fournissent des services au public, ou l'occasionnel capital de lancement, les gouvernements devraient se tenir le plus loin possible de la création directe d'emplois. Et les politiciens de droite devraient cesser de demander aux gouvernements de gauche de créer des emplois.

Il me reste une dernière observation à faire. Le communautarisme est menacé d'eurocentrisme. Nous parlons beaucoup de bon sens et de valeurs, mais qu'en est-il des « Aînés » ? Qu'en est-il des communautés indiennes et

métisses ? Bon nombre d'entre elles sont beaucoup plus près des idéaux du communautarisme que la société dominante. Mais on ne le reconnaît pas et on n'en parle jamais. Ces communautés ont pourtant des choses importantes à nous apprendre.

Renoncer au pouvoir n'est facile pour personne, surtout pas pour les politiciens. C'est notre pain quotidien. C'est presque une drogue. Mais, si la société canadienne nous tient vraiment à cœur, et si nous ne voulons pas qu'elle se transforme en cités-clones inhumaines, ou en tribus errantes, il nous faut écouter les gens, il nous faut prêcher d'exemple et décentraliser nos précieuses structures de contrôle. C'est dangereux, et c'est risqué. Mais c'est grisant. Et comme l'a si bien dit John McBride (auteur de *The Careless Society* – « la société sans cœur ») : « *Les possibilités sont incroyables, si nous sommes prêts à ne pas jouer aux démiurges.* »

Nous avons beaucoup à apprendre des gens ordinaires. Ce sont eux qui ont dénoncé l'arnaque du jeu politique qui consiste à piger dans une poche pour remplir l'autre. Ce sont eux qui ont dit non au clientélisme politique dans la construction de routes et d'hôpitaux. Ce sont eux qui représentent le bon sens. Écoutons-les.

Bien sûr, la route sera parsemée de contradictions et de conflits. Mais une démocratie forte, comme celle dont le Canada s'enorgueillit, qui s'appuie sur une participation réelle des gens, ne pourra que survivre, se développer et prospérer.